

Le 26 février 2018

M. Ahmed Djoumoi  
Directeur de l'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)  
Moroni  
Comores

M. Djoumoi :

Veillez trouver ci-joint la version finale du rapport d'assistance technique de la mission sur les comptes nationaux qui a été élaboré par M. Pegoue qui a séjourné aux Comores du 11 au 22 décembre 2017. Ses recommandations reposent sur les conclusions de la mission lors de son séjour aux Comores et je crois comprendre qu'elles ont été examinées avec des hauts responsables de l'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques durant la mission.

Conformément à la politique du FMI en la matière, les rapports d'assistance technique sont communiqués aux administrateurs du FMI et à leurs services et, à leur demande, aux bailleurs de fonds et autres prestataires d'assistance technique ayant un intérêt légitime, à moins que vous ne vous y opposiez expressément. De manière plus précise, si nous n'avons reçu aucune objection de votre part dans les 60 jours qui suivent la date de la présente lettre, nous estimerons que vous aurez consenti à la communication du rapport ci-joint à ces destinataires (voir <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2013/061013.pdf> pour plus de précisions, disponible en anglais uniquement).

Le FMI encourage la publication des rapports d'assistance technique. Si vous consentez à la publication du rapport ci-joint sur le site internet du FMI, je vous serais reconnaissant de bien vouloir signer l'autorisation ci-dessous et de nous la renvoyer car votre consentement explicite est nécessaire dans ce cas. Vous pouvez en outre décider de publier le rapport sur vos propres supports avec l'autorisation du FMI. Dans l'un et l'autre cas, nous entreprendrons les démarches nécessaires une fois que nous aurons reçu votre réponse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.



L. Effie Psalida  
Directeur de l'AFRITAC Sud

Pièce jointe



Par la présente, nous autorisons le FMI à publier sur son site internet extérieur, le rapport d'assistance technique de la mission sur les comptes nationaux.

Signature:

Date:

cc: M. Daouda Sembene, Administrateur



Regional Technical Assistance Center for Southern Africa  
International Monetary Fund  
7<sup>th</sup> Floor, Bramer House, Ebene, Mauritius  
Tel.: +230-401-2500 - Fax : +230-468-1618



**POUR USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT**

## COMORES

FEVRIER  
2018

### RAPPORT SUR LES COMPTES NATIONAUX 11 – 22 DECEMBRE 2017

**PAR ACHILLE PEGOUÉ**

Le présent rapport traite de l'assistance technique (AT) fournie par les services du Fonds monétaire international (FMI) aux autorités de la République de l'Union des Comores (« bénéficiaire de l'AT»), en réponse à leur demande. Ce rapport (dans sa totalité, en partie ou sous une forme résumée) peut être communiqué par le FMI à ses administrateurs et à leurs services, ainsi qu'aux autres organismes ou entités du bénéficiaire de l'AT, et, à leur demande, aux services de la Banque mondiale et aux autres prestataires d'assistance technique et bailleurs de fonds dont l'intérêt est légitime, incluant les membres du comité d'orientation de l'AFRITAC Sud, à moins que le bénéficiaire de l'AT ne s'y oppose expressément (voir Operational Guidelines for the Dissemination of Technical Assistance Information — <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2013/061013.pdf>) — disponible en anglais uniquement). La communication du présent rapport (dans sa totalité, en partie ou sous une forme résumée) à des parties extérieures au FMI autres que les organismes et entités du bénéficiaire de l'AT, les services de la Banque mondiale et les autres prestataires d'assistance technique et bailleurs de fonds dont l'intérêt est légitime, incluant les membres du comité d'orientation de l'AFRITAC Sud requiert le consentement explicite du bénéficiaire de l'AT et du Département de Statistique.



# CONTENTS

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>RESUME DES RESULTATS DE LA MISSION ET DES RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES</b>	<b>4</b>
<b>AMELIORATION DES CNA 2007-2017</b>	<b>6</b>
A. Examen des sources de données	6
B. Prise en compte des améliorations dans l'année de base 2007	7
C. Programme de travail 2018-2019	8
<b>EVALUATION TECHNIQUE ET RECOMMANDATIONS DETAILLEES</b>	<b>11</b>
A. Programme de travail 2018-2019	11
B. Exploitation des rapports des précédentes missions	12
C. Examen des sources de données	18
D. Comparaison entre les travaux de la mission et les précédentes séries des CNA	22
E. Préparation du prochain recensement de l'agriculture	24
F. Equipe de travail des comptes nationaux ayant participé aux travaux de la mission	24
<b>TABLEAUX</b>	
1. Recommandations prioritaires	5
2. Recommandations détaillées	11
3. Comparaison des rendements (Rdt) à l'hectare (Ha) du RGA 2004 et internationaux	18
4. Effectifs et paramètres de l'élevage en 2004	19
5. Comparaison des estimations de production de l'élevage de la mission et des CNA 2007 selon le SCN 1993	20
6. Résultats de l'enquête sur le secteur informel de 2013	20
7. Comparaison de la part (%) des loyers imputés dans les dépenses des ménages (extrait du PCI Afrique)	21
8. Valeurs et part dans le PIB des agrégats du SCN 1993 et du SCN 1968	22

## Sigles et abréviations

AFRISTAT	Observatoire Subsaharien de Statistique et d'Economie
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI
AFS	AFRITAC Sud
BCC	Banque Centrale des Comores
CAF	Coût assurance fret
CF	Consommation finale
CI	Consommations intermédiaires
CNA	Comptes nationaux annuels
ERETES	Système informatique de comptabilité national pour les Equilibre ressources emplois et les tableaux entrée sortie
FAO	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FOB	Franco a bord
FBCF	Formation brute de capital fixe
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographique
n.c.a	Non classé ailleurs
PIB	Produit intérieur brut
RDM	Reste du monde
RGA	Recensement général de l'agriculture
Rdt	Rendement
SCN	<i>Système de Comptabilité Nationale</i>
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TEI	Tableau des échanges-interindustriels
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## RESUME DES RESULTATS DE LA MISSION ET DES RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES

**Une mission d'assistance technique de l'AFRITAC Sud<sup>1</sup> a visité Moroni du 11 au 22 décembre 2017 pour aider l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) à améliorer la qualité des comptes nationaux annuels (CNA).** Elle a contribué à réviser le produit intérieur brut (PIB) de l'année de base 2007 selon le *Système de Comptabilité Nationale* de 1993 après avoir évalué les données sources et les méthodologies.

**Les données qui seront obtenues à l'issue de ces travaux de passage au SCN 1993, seront plus adaptées à la prise des décisions économiques éclairées et aux consultations avec les partenaires techniques et financiers en général et avec le FMI en particulier.** La révision de l'année de base est essentielle pour refléter la réalité économique et financière, en intégrant les changements récents dans la structure des données économiques et assurer la comparabilité des résultats en se conformant aux nouvelles normes internationales. L'INSEED dispose aussi déjà d'une stratégie de migration vers le SCN 2008 à l'horizon 2020.

**La mission a révisé à la baisse les estimations du PIB de l'année de base 2007 et les Autorités continuent de mettre en œuvre les bonnes pratiques internationalement acceptées.** Les révisions principales ont porté sur l'agriculture et le logement pour propre compte. Les estimations sont encore à améliorer notamment dans le secteur manufacturier.

**L'objectif principal de cette mission était de valider la série des PIB 2007-2015.** Avec l'appui de plusieurs partenaires, l'INSEED a élaboré la nouvelle série du PIB 2007-2015 selon le SCN 1993. Quatre missions d'AFRITAC Sud ont aussi contribué aux travaux en formulant des recommandations pour améliorer la qualité de la série. Les capacités limitées de l'INSEED et le nombre réduit des missions d'AFRITAC Sud n'ont pas permis la mise en œuvre de ces recommandations. Ainsi, la nouvelle série continue de présenter des insuffisances limitant son utilisation. La Banque Centrale des Comores (BCC) a participé aux travaux de la mission en contribuant à la validation des données et méthodes. Son implication pourrait renforcer l'appropriation des méthodes et la pérennité des travaux. Par ailleurs, l'INSEED a arrêté la

---

<sup>1</sup> AFRITAC Sud (AFS) fournit une AT et des formations aux pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Ile Maurice, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Zambie, et Zimbabwe. Les bailleurs de fonds sont l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne, l'Ile Maurice, les Pays-Bas et l'Australie.

production de la série de PIB selon le *SCN 1968* depuis deux ans. Les utilisateurs souhaitent donc que la nouvelle série de PIB améliorée soit mise à leur disposition en urgence.

**Dans ce contexte, la mission s'est focalisée sur trois axes de travail pour améliorer la qualité des PIB 2007-2017 afin qu'ils puissent servir efficacement au suivi des politiques économiques.** Ces axes sont les suivants :

- **L'examen de la qualité des sources de données et des méthodes de la nouvelle série.** Les sources parcellaires sont questionnables et des méthodes *ad hoc* sont parfois développées pour pallier à l'insuffisance des données. La mission et l'INSEED se sont appropriés l'ensemble des recommandations des missions précédentes de l'AFRITAC Sud.
- **La prise en compte des améliorations souhaitées dans la nouvelle série 2007-2015.** Elles ont permis d'ajuster les estimations de l'année de base 2007 en s'appuyant sur les nouvelles sources de données et en poursuivant la mise en œuvre du *SCN 1993*. La finalisation des travaux se fera au cours de la prochaine mission.
- **Le programme de travail pour achever les travaux de la série 2007-2015.** Il inclut la finalisation de la série et l'élaboration des comptes nationaux provisoires 2016 d'ici mai 2018.

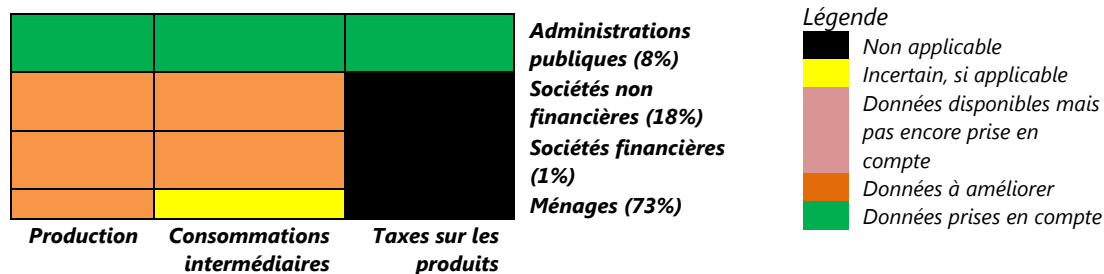
**Pour encourager les progrès dans les axes de travail ci-dessus, la mission a formulé les recommandations prioritaires ci-après ayant un impact particulier sur la qualité des CN à diffuser :**

**Tableau 1. Recommandations prioritaires**

Date cible	Recommandations prioritaire	Institutions Responsables
Février 2018	<i>Discuter avec les responsables du ministère de l'agriculture pour valider les niveaux de production du secteur primaire</i>	<b>INSEED/Comptes nationaux</b>
Février 2018	<i>Organiser des rencontres de validation des agrégats de l'année 2007 et préparer une liste d'amélioration à prendre en compte par les prochaines missions</i>	<b>INSEED/Comptes nationaux</b>
Mars 2018	<i>Renforcer les ressources humaines en accélérant le recrutement des stagiaires du service</i>	<b>INSEED</b>

**L'évaluation et les Recommandations Techniques Détaillées** reprennent le détail des recommandations dans la section A présentant le programme de travail

## Visualisation des indicateurs disponibles pour les CNA



## AMELIORATION DES CNA 2007-2017

### A. Examen des sources de données

1. **La prise en compte des résultats du Recensement général de l'agriculture (RGA) de 2004 est questionnable.** La principale source est un tableau du RGA dont l'unité est imprécise. Le calcul des rendements à l'hectare à partir des résultats du RGA a des CNA produit des estimations parfois 10 fois supérieures aux rendements internationaux. L'INSEED n'a pas indiqué la source des coefficients techniques de l'ensemble du secteur primaire estimés à 0,06. Les prix de la production étaient jusque-là tirés des prix des revendeurs fournis par le Syndicat national des agriculteurs comoriens avec un taux de marge de 20%. Cependant, pour les années récentes, l'INSEED aurait utilisé les indices de prix à la consommation finale. Par ailleurs, le système permanent de statistiques agricoles devant fournir les informations sur évolutions n'est pas encore fonctionnel. Pour l'élevage, le RGA fournit des informations sur les effectifs d'animaux sur pied. La mission a refait les calculs en utilisant le modèle de l'Observatoire Subsaharien de Statistique et d'Economie (AFRISTAT) pour estimer la production d'élevage. Les résultats obtenus ne sont pas très différents de ceux de la base 2007. La mission n'a pas eu de source de données pour confronter les estimations de la pêche. A l'initiative du Directeur Général de l'INSEED, la mission a échangé avec la délégation du l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en charge de la préparation du prochain RGA qui a souhaité disposer des propositions d'améliorations. Dans *l'évaluation technique et des recommandations détaillées*, les tableaux 3 à 5 de la section C présentent les travaux sur les sources de données et la section E les améliorations à envisager pour le prochain RGA.

2. **Les sources de données du secteur informel sont fragiles.** Le secteur informel représente 55% du PIB de 2007. L'INSEED dispose des résultats de l'enquête sur le secteur informel de 2013 dont l'exploitation pour les besoins des comptes nationaux est mitigée. L'ordre de grandeur des niveaux de la production et de la valeur ajoutée est discutable. Faute d'informations additionnelles, la mission a utilisé les ratios de l'enquête pour améliorer l'estimation de la valeur ajoutée des comptes nationaux. En l'absence de source sur la méthodologie et les données de base des dépenses de logement imputées des ménages, la



mission a revu l'estimation en tenant compte de la situation des pays africains et des dires d'experts participants aux travaux. Dans la section C de *l'évaluation technique et des recommandations détaillées*, le tableau 6 reprend les résultats du secteur informel et le tableau 7 le poids du logement imputé dans un échantillon de pays africains.

3. **Aucune source ne permet de vérifier l'exhaustivité des statistiques d'entreprises avant 2016.** Le premier recensement économique des entreprises a eu lieu en 2016. Jusqu'à présent, l'INSEED a utilisé pour les comptes nationaux une enquête annuelle auprès des entreprises dont le taux de réponse reste insatisfaisant avec 271 réponses sur 471 entreprises identifiées. L'enquête fournit essentiellement des informations pour l'extrapolation. La documentation sur la méthode d'estimation pour l'année de base 2007 indique essentiellement que la production des sociétés est souvent déterminée de manière résiduelle.

4. **Les comptes nationaux sont calés avec les statistiques de la balance des paiements.** Bien que ces statistiques semblent sous-estimées les niveaux réels, la mission a validé le calage global déjà réalisé par les comptes nationaux. Le traitement des biens réalisé pour les CNA 2007 et 2008 n'est pas conforme aux recommandations du *SCN 1993* car il ne considère pas les biens aux prix incluant les coûts, le transport et l'assurance. Une mission d'AFRITAC Sud avait déjà permis d'intégrer cette recommandation à partir des CNA 2009.

5. **La couverture des finances publiques est acceptable.** L'INSEED indique que les statistiques de finances publiques couvrent les administrations centrales et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale traitée comme une administration de sécurité sociale. Les collectivités locales ne sont pas encore intégrées et l'application de la loi sur la décentralisation en 2015 a permis à 5 communes sur les 52 d'avoir des activités génératrices de revenus. Par ailleurs, la mission n'a pas mis en œuvre la recommandation des précédentes missions visant le retraitement du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) pour exclure les entreprises.

## B. Prise en compte des améliorations dans l'année de base 2007

6. **Une meilleure prise en compte des statistiques agricoles et des indicateurs disponibles a contribué à la réduction du poids du secteur primaire dans le PIB de 2007.** Cette contribution passe à 28% contre 36% avant la mission et 41% dans les séries *SCN 1968*. Les facteurs ayant contribué à cette baisse sont l'ajustement des quantités après confrontation avec les rendements internationaux ou les statistiques du commerce, l'introduction des prix producteurs plus réalistes et l'application des ratios des consommations intermédiaires à la production tirés de l'enquête sur le secteur informel de 2013. Par exemple, la production de vanille verte est passée à 200 millions contre 1800 millions en tenant compte d'un prix moyen de 800 KMF le kg contre 6000 KMF. Avant la mission, la production d'ignames des comptes nationaux conduit à un rendement de 100 tonnes à l'hectare contre 12 dans les standards internationaux.

7. **Les informations limitées n'ont pas permis d'améliorer les estimations du secteur secondaire comme la mission l'aurait souhaité.** Les améliorations portent sur l'estimation des produits de rente comme le clou de girofle préparé dont la production est relevée à 6 milliards KMF dans la nouvelle série contre 3 milliards KMF dans l'ancienne série et la vanille préparée dont la production est diminuée à 350 millions KMF dans la nouvelle série contre 2,7 milliards KMF dans l'ancienne série.
8. **Le secteur tertiaire répond mieux aux exigences du SCN 1993.** En plus de réduire légèrement le poids de l'imputation du loyer supposé payé par les propriétaires occupant leur propre logement dans les dépenses des ménages à 12% contre 17% avant la mission, la mission a amélioré l'estimation de la consommation de capital fixe des administrations publiques qui a relevé le PIB de 0,7%. Les autres ajustements proviennent d'une meilleure estimation des services de restauration et de l'utilisation des ratios des consommations intermédiaires à la production de l'enquête sur le secteur informel, notamment dans le commerce.
9. **Les améliorations sur les emplois du PIB sont limitées aux échanges avec l'extérieur, notamment pour la mise en œuvre du SCN 1993.** La principale amélioration sur les importations est l'estimation de la facture des biens en y incorporant la valeur du transport et de l'assurance des marchandises conformément au *SCN 1993* compensée par une réduction des services correspondant d'une valeur identique. De plus la mission a procédé à certains reclassements dans les importations et les exportations comme les achats de biens et services des administrations publiques et à l'estimation de certains postes comme les services d'hébergement et de restauration. Pour les autres rubriques en emplois du PIB, l'ajustement à l'offre a imposé les niveaux retenus. Les changements apportés par la mission sur les agrégats des CNA sont résumés dans la section *D de l'Evaluation technique et des recommandations détaillées*.

### C. Programme de travail 2018-2019

10. **L'INSEED dispose déjà d'un plan d'action 2020-2021 pour élaborer une nouvelle année de base conforme au SCN 2008.** L'année de base retenue dans ce plan d'action est 2018 et bénéficiera de nouvelles données sources. L'INSEED a déjà lancé le Recensement général de la population 2017 et prépare le Recensement général de l'agriculture 2018 et d'autres enquêtes auprès des ménages avec l'appui de plusieurs bailleurs dont la FAO et la Banque Mondiale. Le plan d'action prévoit le maintien de la production des CNA selon le *SCN 1993* jusqu'à la sortie de la nouvelle série.
11. **Le programme de travail 2018-2019 met l'accent sur la finalisation de la série des CNA 2007-2015 et l'élaboration des CNA 2016-2019.** Il prévoit d'ici mai 2018 la finalisation

des CNA 2007-2015, suivi par la mise en place d'un dispositif des comptes nationaux provisoires pour élaborer les CNA 2016-2017. Le dispositif des comptes nationaux provisoires a l'avantage de travailler sur des comptes nationaux agrégés au niveau des publications ce qui permet de tenir compte des ressources limitées de l'INSEED et de dégager du temps pour les travaux d'analyse des sources et des résultats et ceux d'élaboration d'une nouvelle année de base 2018.

12. **Les conditions de travail sont les principaux risques pour la mise en œuvre du programme de travail.** L'INSEED a déjà le soutien financier de la Banque africaine de développement pour la collecte des informations sur les sociétés financières et non financières pour les CNA 2016. L'INSEED indique que l'effectif des comptables nationaux compte un fonctionnaire, deux stagiaires et 3 agents intermédiaires et plusieurs personnels ayant été impliqués dans l'activité du Recensement général de la population pendant la mission. Cette dernière s'est appuyée essentiellement sur la disponibilité d'un stagiaire. De plus, le renforcement des capacités dont il a bénéficié jusqu'ici, y compris sa participation comme un des trois représentants de l'INSEED au récent séminaire de l'AFRITAC Sud sur la mesure de l'économie non observée, serait perdue pour les comptes nationaux s'il devait quitter le service. La liste des personnes impliquées dans les travaux de la mission figure dans la section F de *l'évaluation technique et des recommandations détaillées*. Par ailleurs, l'amélioration des conditions de travail pourrait contribuer à la bonne conduite des chantiers engagés dans le domaine des comptes nationaux. Ces conditions se caractérisent par l'absence de climatisation, la disponibilité d'un seul ordinateur exposé aux aléas des fréquentes coupures et la présence des moustiques et des bruits. L'INSEED pourrait pallier à son insuffisance de ressource en renforçant la collaboration avec la Banque Centrale des Comores. Les deux représentants de la BCC ayant participé aux travaux ont une expérience dans l'élaboration des comptes nationaux et ont témoigné d'un intérêt à continuer à travailler avec l'INSEED si un cadre formel était mis en place. La mise en place de ce cadre formel est aussi justifiée dans un contexte où les sources de données sont fragiles.

13. **Recommandations :**

- *Discuter avec les responsables du Ministère de l'agriculture pour valider les niveaux de production du secteur primaire ;*
- *Poursuivre l'examen des sources de données notamment la validation de celles des sociétés financières et non financières ;*
- *Elaborer une méthodologie pour prendre en compte les collectivités locales ;*
- *Organiser des rencontres de validation des agrégats de l'année 2007 et préparer une liste d'amélioration à prendre en compte par les prochaines missions ;*
- *Mettre en place un cadre d'échange et de validation des données, des méthodologies et des résultats avec les autres intervenants du système statistique national, notamment la Banque Centrale des Comores ;*

## COMORES

- *Renforcer les ressources humaines en accélérant le recrutement des stagiaires ; et*
- *Adopter le programme de travail.*

# EVALUATION TECHNIQUE ET RECOMMANDATIONS DETAILLÉES

## A. Programme de travail 2018-2019

*Si l'INSEED dispose des ressources humaines suffisantes, il pourrait mettre à la disposition des utilisateurs des comptes nationaux fiables pour les années 2007-2018.*

**Tableau 2. Recommandations détaillées**

<b>Objectif : Renforcer l'élaboration et la dissémination des données macroéconomiques et financières pour la prise de décision ; en respectant les standards statistiques internationales pertinentes, y compris le développement et l'amélioration des infrastructures, des données sources, du service et ou des métadonnées.</b>			
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs Vérifiables</b>		<b>Commentaires</b>
Les comptes nationaux sont élaborés avec des techniques fiables	Les techniques employées sont appropriées. Les données sources sont régulièrement évaluées.		
<b>Jalons</b>	<b>Hypothèses</b>	<b>Date d'achèvement</b>	<b>Commentaires</b>
<i>Discuter avec les responsables du Ministère de l'agriculture pour valider les niveaux de production du secteur primaire</i>	Les responsables ont participé aux travaux du RGA et ont un dispositif formel ou informel de collecte de données	Février 2018	
<i>Poursuivre l'examen des sources de données notamment la validation de celles des sociétés financières et non financières</i>	L'unique cadre ayant participé aux travaux de la mission s'est approprié les techniques de validations	Mai 2018	
<i>Elaborer une méthodologie pour prendre en compte les collectivités locales</i>		Mai 2018	
<i>Organiser des rencontres de validation des agrégats de l'année 2007 et préparer une liste d'amélioration à prendre en compte par les prochaines missions</i>		Février 2018	
<i>Mettre en place un cadre d'échange et de validation des données, des méthodologies et des résultats avec les autres intervenants du système statistique national, notamment la Banque Centrale des Comores</i>	L'INSEED et la BCC travaillent ensemble pour proposer ce cadre	Février 2018	
<i>Renforcer les ressources humaines en accélérant le recrutement des stagiaires ;</i>	L'INSEED introduit dans son budget 2018 les ressources pour accroître les effectifs des comptables nationaux	Mars 2018	
<i>Elaborer les CNA 2016-2017 et mettre en place le dispositif des comptes provisoires</i>	Les missions AFRISTAT sont réalisées	Décembre 2018	
<i>Harmoniser les comptes nationaux 2016-2017 avec la série 2007-2015</i>	Une mission AFS en mai 2019 est programmée	Mai 2019	
<i>Adopter le programme de travail ;</i>		Février 2018	

## B. Exploitation des rapports des précédentes missions

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
<b>Mission Avril 2017</b>		
Poursuivre les travaux de corrections de la fiscalité des produits pour les années 2010 à 2014 conformément à la note laissée (ajustement avec le TOFE)		Réalisé sur la série de 2007 à 2015
Procéder à la projection des CI et équilibrer les TEI sur les années 2010 à 2014 (ajustement avec le TOFE)		
Faire les ajustements nécessaires pour équilibrer les opérations du TCEI selon la note laissée sur les « extractions/rechargements » des données de la base ERETES.		
<b>Mission avril 2016</b>		
Réviser le niveau de la production des produits « bananes » et « autres fruits, noix et plantes à épices » qui semble vraiment trop élevé (représente environ 52 pourcents du total de la production agricole).		Les rendements de la banane sont acceptables. Pas d'indication disponible pour les fruits et noix. Les rendements internationaux ont été utilisés pour ajuster les autres produits.
Sortir les subventions versées à la compagnie d'eau et d'électricité Mamwe pour l'achat de combustibles, qui sont classées par erreur comme dépenses domestiques d'investissement.		Information pas retrouvée dans les sources disponibles.
Partager la masse salariale globale des administrations publiques entre les trois branches (administration générale, éducation et santé).		Travail déjà réalisé dans les bases disponibles

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
Revoir le traitement des transferts éclatés en prestations sociales et transferts courants.	Ce sont des transferts aux états publiques de santé (hôpital El Maarouf, etc.), éducation (Université des Comores, etc.) et divers établissements, ainsi que des subventions aux sociétés publiques non financières (ORTC et Al Watwan) : les traiter comme des transferts et augmenter les productions des administrations publiques 80% salaires et 20% en consommations intermédiaires	A faire lors de la prochaine mission.
Disposer des données sur les grandes entreprises ; COMORES, TELECOM, SCH, MA MWE, COCA COLA,		A faire lors de la prochaine mission.
<b>Mission Septembre 2014</b>		
Gazcom est classée dans la production d'électricité et de Gaz	Reclasser dans le commerce	Information pas retrouvée dans les sources disponibles.
<b>Mission juillet 2013</b>		
060 060 003 Girofle préparée L'écart d'indice de prix 2008/07 entre la production et les exportations est trop grand, ce qui oblige à compenser par une mise en stocks.	Revoir l'indice des prix à la production.	La reprise des calculs a conduit à une production de clous de girofle de 5250 (contre 2900) et de girofle préparé de 6189 (contre 2800)
010 040 001 vanille verte Les prix sont très élevés.	Adopter les prix du rapport de la BCC	La reprise des calculs a conduit à une production de vanille verte de 200 (contre 2400) et de vanille préparée de 275 (contre 1298)

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
060 040 000 Corps gras d'origine animale et végétale La consommation finale des ménages est trop élevée par rapport aux ressources disponibles, ce qui oblige à introduire des sorties de stocks fictives (2007 et 2008).	Vérifier le niveau de la CF des ménages. Augmenter la production, si nécessaire.	Les importations sont relevées de 250 à 1400. Les stocks sont supprimés. Le niveau de CF semble faible
110 020 001 Ylang Ylang distillée Les indices de prix 2008/07 de la production et des exportations devraient être proches, puisque toute la production est exportée et qu'il n'y a pas de marges.	Aligner les deux indices (a priori, les prix à l'export sont les plus fiables).	
120 030 000 Matériels de transport Il n'y a pas de consommations intermédiaires (CI), alors que ce produit inclut les pièces détachées utilisées pour la réparation automobile (2007 et 2008).	Introduire des consommations intermédiaires de pièces détachées (la part des pièces détachées peut être dérivée des statistiques détaillées sur les importations).	Les importations sont relevées à 3820 (contre 2900) et l'excédent est mis en CI.
120 040 001 Matelas et meubles Le niveau des importations et, en contrepartie, de la FBCF, semble trop élevé.	Vérifier le niveau des importations (cf. statistiques détaillées). Modifier le niveau de la FBCF, le cas échéant.	Pas d'information dans le commerce extérieur. La FBCF est les importations sont diminuées de moitié.
140 000 001 Travaux de construction de bâtiments Le niveau de la consommation finale (CF) semble trop élevé.	Vérifier les hypothèses de calcul de la CF.	Pas de documentation disponible. La CF est renvoyée en FBCF.
150 000 001 Vente et réparation automobiles Le partage CI/CF (= 1/3 vs 2/3) semble sous-estimer les CI (le partage du matériel de transport entre FBCF et CF est de $\frac{3}{4}$ vs $\frac{1}{4}$ ).	Vérifier les hypothèses du partage CI/CF.	Corrigé.



Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
170 000 001 Services d'hébergement Il devrait y avoir des importations et des exportations. La part de la CF semble trop importante.	Revoir les hypothèses d'élaboration de cet ERE.	Estimation des imports et exports (1/5 du transport)
170 000 002 Services de restauration La production et, en contrepartie, la CF, semblent élevées.	Vérifier les hypothèses de calcul de la production.	Corrigé (le niveau élevé est confirmé par le poids des autres pays autour 2% contre 7% au Comores).
190 010 000 Services financiers Le partage CI/CF semble surestimer la CF.	Vérifier les hypothèses du partage CI/CF.	Corrigé. Estimation des importations et exportations comme 5% des biens.
190 020 001 Services d'assurance Le partage CI/CF semble surestimer la CF. Les services importés, notamment, devraient aller essentiellement en CI (réassurance)	Vérifier les hypothèses du partage CI/CF.	Corrigé
220 000 000 Enseignement La production et, en contrepartie, la CF, semblent élevées.	Vérifier les hypothèses de calcul de la production et/ou de la CF.	Le RESEN donne une production de 9 milliards KMF en 2010. L'estimation de 2007 pourrait être minimaliste.
QaQ « Autres transferts courants divers » (0D7005) Les transferts de la diaspora sont sous-évalués par la balance des paiements (d'au moins 25%, selon les chiffres de 2005).	Corriger les transferts du RDM vers les ménages.	A corriger lors de la prochaine mission.
Statistiques agricoles : Le prix utilisé pour valoriser la production de vanille préparée est erroné.	Corriger le prix à la production.	Corrigé. Les prix du rapport de la BCC 2007 sont utilisés.
La production d'animaux sur pieds est estimée comme la valeur de la viande obtenue après abattage des animaux.	Vérifier si les données disponibles permettent le calcul de cette	Le modèle d'AFRISTAT développé par la mission fournit des résultats proches en

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
	production conformément aux recommandations d'AFRISTAT.	incorporant une production de 500 000 volailles
Balance des paiements : Les importations de biens ont été évaluées à leur valeur FOB.	L'élaboration des ERE nécessite d'évaluer les importations de biens à leur valeur CAF, donc de rajouter le montant du fret et de l'assurance du fret sur les importations.	Corrigé. Le transport et l'assurance sont ventilés sur l'ensemble des produits à l'exception des produits raffinés pétroliers disponible dans la balance en CAF.
Les voyages à titre professionnel ont été pris en compte dans le calcul de la correction territoriale.	Les en exclure.	Corrigé.
Les importations/ exportations de « services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a » sont interprétés comme des « services d'administration publique ».	Reclasser ces produits en biens et services divers.	Corrigé.
Commerce extérieur : Les statistiques de base utilisées pour l'année 2007 ne sont pas suffisamment détaillées.	Se procurer les statistiques détaillées auprès des services douaniers ou de la BCC.	
Il n'apparaît pas d'importations de bétail sur pieds.	Vérifier l'existence de telles importations.	Pas fait. Elles existent.
TOFE : Les taxes de consommation ont été considérées comme des taxes du type de la TVA, alors qu'elles ne sont pas déductibles.	Ces taxes devraient être considérées comme des impôts sur les produits (pour les taxes de consommation à l'intérieur) ou des impôts et droits sur les importations (pour les taxes de consommation à l'importation).	Corrigé.

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
Les patentes à l'importation, les licences d'importation de riz de luxe et de boissons alcoolisées ont été considérées comme des impôts et droits sur les importations.	Elles devraient être considérées comme des « autres impôts sur la production ».	Corrigé.
Les impôts sur les propriétés bâties louées (IPBL) sont considérés comme des « impôts en capital » (D91).	Ils devraient être considérés comme des impôts sur le revenu (l'assiette de l'impôt est constituée par la différence entre les recettes brutes perçues au cours de l'année et le total des charges payées, et non la valeur du bien loué).	Corrigé.
Les nuitées hôtelières ont été considérées comme de la production.	Il s'agit plus probablement de taxes sur les nuitées, à classer en « impôts sur les produits ».	Corrigé.
Les « loyers administratifs » ont été considérés comme des « loyers » (D45).	Ils devraient être considérés comme de la production de service de logement (probablement marchande).	
Les taxes foncières ont été considérées comme des « loyers » (D45).	Il s'agit d'autres impôts sur la production (D29) pour les entreprises ou d'autres impôts courants (D59) pour les ménages.	
Enquête intégrale auprès des ménages : La valeur des loyers imputés semble élevée.	Vérifier les hypothèses concernant le niveau des loyers (notamment en zone rurale) et la structure de l'habitat (zone urbaine/ zone rurale).	Corrigé.

Missions/Constants	Pistes de résolution	Actions réalisées au cours de la mission
Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) : identifier le financement des entreprises publiques.	Les traiter comme transfert en capital.	
Calcul de la consommation de capital fixe : la série de FBCF est déflatée	Inflater la série de FBCF	Corrigé.

### C. Examen des sources de données

**Tableau 3. Comparaison des rendements (Rdt) à l'hectare (Ha) du RGA 2004 et internationaux**

ELEMENTS	Superficie	Nombre	Moyen	Quantité (tonnes?)	Prix	Valeur (millions)	Rdt en t/Ha Comores	Rdt en t/Ha Internationaux
Banane	1844.54	64380.94	0.0287	43 065	176	8 491	23	60
Manioc	1953.04	65239.58	0.0299	42 804	139	6 333	22	7
Igname	188.38	14503.79	0.013	19 979	260	5 503	106	12
Taro	311.53	17983.44	0.0173	19 283	187	3 771	62	20
Patate douce	151.87	16034.45	0.0095	16 435	169	2 952	108	30
Mais	668.04	17583.35	0.038	9 258	69	649	14	10
Vanille verte	452.6	16403.84	0.0276	22 257	6 282	1 790	49	0
Clous de Girofle (brute)	363.95	17044.74	0.0214	25 539	250	3 000	70	0.2 - 0.6
Poivre	38.49	1948.25	0.0198	5 642	2 000	12	147	1
Café	21.68	1909.43	0.0114	3 355	750	465	155	1

Tableau 4. Effectifs et paramètres de l'élevage en 2004

			Effectif	Poids moyens	Carcasse	Taux de croit	Taux d'exploitation
TYPE D'ELEVAGE	Bovins	<4ans	33 502	200	0.5	14	11
		>4ans	30 860	350	0.5	14	11
	Ovins	<4ans	9 095	22	0.45	35	35
		>4ans	6 623	40	0.45	35	35
	Caprins	<4ans	56 082	16	0.45	35	35
		>4ans	38 688	24	0.45	35	35
	Anes	<4ans	573	100	0.5		
		>4ans	11	200	0.5		
	Volailles			1	0.9	100	100
Structure du troupeau (%)	Taureaux		0.3				
	Vaches		0.6				
	Bœufs		0.1				
Structure des ventes (%)	Taureaux		0				
	Vaches		0.85				
	Bœufs		0.15				
Partage du croit	FBCF		0.67				
	CI		0.33				

**Tableau 5. Comparaison des estimations de production de l'élevage de la mission et des CNA 2007 selon le SCN 1993**

	Nombre de tête	Prix moyen par tête	Valeur mission (millions de KMF)	Valeur CNA (millions de KMF)
Bovins	70 330	488 845	4 728	3 555
Ovins	16 680	41 460	240	77
Caprins	100 571	41 460	1 444	1 580
Ane	638	97 769	2	404
Volailles	546 364	1 589	855	2 234
Total			7 269	7 850

**Tableau 6. Résultats de l'enquête sur le secteur informel de 2013**

Branche Phase 2	Effectifs												
	CA	Produc tion	VA	EBE	Emploi	CI	Sala ire	saldé cl	salndé cl	patron s	Eicomptpr o	Aides	
Agriculture	175	167	144	114	61 509	23	30	0	14 209	5 236	44 348	2 952	
Elevage, chasse	93	88	80	44	8 689	7	37	0	2 111	813	6 578	0	
Sylviculture	0	0	0	0	433	0	0	0	433	329	0	0	
Pêche, pisciculture, aquaculture	215	170	135	64	7 641	36	71	0	245	2 412	5 058	2 338	
Agro-alimentation	39	39	30	20	2 521	8	11	0	71	318	2 198	252	
Fabrication d'articles d'habillement	104	94	70	64	10 437	24	5	0	1 127	1 001	9 049	271	
Industries extractives	11	10	7	6	254	2	1	0	0	0	254	0	
Btp/construction	44	48	35	14	15 483	12	21	31	1 440	1 360	11 922	2 106	
Production d'électricité et de gaz	0	0	0	0	368	0	0	0	0	33	0	368	

Captage, traitement et distribution d'eau	5	5	4	3	368	0	1	0	277	50	91	0
Autres industries	192	191	147	119	4 062	44	27	455	776	1 559	1 986	841
Commerce de véhicules, motocycles et leurs	33	32	22	10	1 874	10	12	0	506	513	813	553
Commerce de détail	705	488	423	289	18 080	66	134	0	3 634	4 275	13 795	651
Commerce de gros	201	117	101	68	4 661	15	33	14	760	1 528	3 365	527
Services de réparation industrielle	3	3	3	3	206	0	0	0	0	0	206	0
<b>Autres services de réparation</b>	2	2	2	1	235	0	1	0	0	0	235	0
<b>Hôtels et restaurants</b>	105	102	77	65	1 586	26	12	0	208	363	1 202	176
<b>Transport</b>	52	51	26	19	6 821	25	7	0	2 108	552	4 713	0
<b>Poste/Informations et télécommunications</b>	3	3	2	2	1 278	0	0	0	0	0	1 278	0
<b>Services aux ménages</b>	1	1	0	0	2 265	0	0	0	0	0	2 265	0
<b>Autres services</b>	115	96	78	66	8 000	18	12	0	232	325	7 176	592
<b>Ensemble</b>	2 097	1 707	1 389	972	156 769	318	417	500	28 135	20 667	116 533	11 627

**Tableau 7. Comparaison de la part (%) des loyers imputés dans les dépenses des ménages (extrait du PCI Afrique)**

	<i>Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles</i>	<i>Loyers d'habitation effectifs</i>	<i>Loyers d'habitation imputés</i>
Comores	29.9	0.4	23.6
Mauritius	22.3	1.0	13.8
Rwanda	15.2	1.7	10.3
Zambia	32.0	6.3	9.8
Morocco	16.6	1.7	8.8
Egypt	13.8	1.5	8.2
Madagascar	14.8	1.9	7.7
Zimbabwe	17.6	3.0	7.5

Uganda	19.3	1.6	7.2
Liberia	19.9	5.4	6.7
South Africa	12.8	2.8	6.4
Ethiopia	18.1	1.7	5.9
Swaziland	12.6	3.9	5.9
Côte d'Ivoire	10.1	0.6	5.9
Botswana	13.6	1.9	5.8
Sudan	14.4	0.3	5.2

#### D. Comparaison entre les travaux de la mission et les précédentes séries des CNA

Tableau 8. Valeurs et part dans le PIB des agrégats du SCN 1993 et du SCN 1968

	<i>Valeurs en millions de KMF</i>			<i>Part dans le PIB (%)</i>		
	<i>Nouveau SCN 1993</i>	<i>Ancien SCN 1993</i>	<i>SCN 1968</i>	<i>Nouveau SCN 1993</i>	<i>Ancien SCN 1993</i>	<i>SCN 1968</i>
<i>Primaire</i>	65 090	124 764	67 874	27.7	36.2	40.8
<i>Secondaire</i>	39 540	36 427	18 556	16.8	10.6	11.2
<i>Tertiaire</i>	118 372	171 283	80 260	50.3	49.7	48.3
<i>Dont CCF des administrations publiques</i>	7 401	5 669		3.1	1.6	0.0
<i>Loyer imputé</i>	23 296	53 296		9.9	15.5	0.0
<i>Taxe sur la Valeur ajoutée non déductible</i>	0	840		0.0	0.2	0.0
<i>Impôts sur les importations</i>	5 984	11 470		2.5	3.3	0.0
<i>Autres imports sur les produits</i>	6 311	70		2.7	0.0	0.0



	<b>Valeurs en millions de KMF</b>			<i>Part dans le PIB (%)</i>		
	<i>Nouveau SCN 1993</i>	<i>Ancien SCN 1993</i>	<i>SCN 1968</i>	<i>Nouveau SCN 1993</i>	<i>Ancien SCN 1993</i>	<i>SCN 1968</i>
<i>PIB</i>	235 296	344 854	166 229	1,41*	2,07**	
<i>Consommation finale</i>	227 823	346 568	190 918	96.8	100.5	114.9
<i>Dont Administrations publiques</i>	32 865	30 116	20 538	14.0	8.7	12.4
<i>Ménage</i>	193 794	315 288	170 380	82.4	91.4	102.5
<i>Dont pour usage finale propre</i>	41 166	91 194		17.5	26.4	0.0
<i>Formation brute de capital fixe</i>	48 945	39 453	16 269	20.8	11.4	9.8
<i>Exportations</i>	25 635	25 636	25 696	10.9	7.4	15.5
<i>Importations</i>	69 068	69 067	61 048	29.4	20.0	36.7

Note : \* : PIB de 1993 nouveau / PIB de 1968 ; \* : PIB de 1993 ancien / PIB de 1968

## E. Préparation du prochain recensement de l'agriculture

- *Rédiger un document d'analyse*
- *Dans le cadre de la validation des résultats :*
  - *calculer les rendements par hectare et les comparer au rendement admis*
  - *pour les produits alimentaires, estimation des consommations en équivalent adultes et discuter les résultats avec les professionnels de la santé*
  - *pour les produits de rentes ou de transformation, examiner les statistiques d'exportation et les utilisations des industries formelles et informelles*
- *Ajouter une section sur les achats (marchands) et utilisation (non marchandes) de biens et services et les investissements en valeur ainsi que les rémunérations versées ou imputées (les données peuvent se collecter sous un sous échantillon)*

## F. Equipe de travail des comptes nationaux ayant participé aux travaux de la mission

M. Ahmed Ahmed Djoumoi, Directeur Général de l'INSEED, [adjoumoi@yahoo.fr](mailto:adjoumoi@yahoo.fr)

M. Said Ali Mohamed, Stagiaire, [helena@nbs.gov.sc](mailto:helena@nbs.gov.sc)

Personnes de la BCC ayant participé à la première semaine des travaux

M. Kamar Karatine, Directeur des statistiques,

M. Yachim, Statistician, Cadre